

## La révolution vénézuélienne est toujours debout : démystifier l'opération psychologique de Trump.

*À la suite de l'opération illégale menée par les États-Unis contre le Venezuela, une campagne de désinformation délibérée a été orchestrée pour semer le doute (surtout chez les militants de gauche) quant à la survie de la révolution vénézuélienne.*

5 janvier 2026 par [Manolo De Los Santos](#)



*Photo : la vice-présidente vénézuélienne Delcy Rodríguez prête serment en tant que présidente par intérim le 5 janvier.*

Les événements des dernières 72 heures représentent un saut qualitatif dans les 25 années d'opérations de changement de régime menées par le gouvernement états-unien contre la révolution bolivarienne au Venezuela. L'[exécution de l'« Opération Résolution Absolue »](#), un

raid de bombardement ciblé et l'[enlèvement illégal du président Nicolás Maduro](#) ont engendré une crise profonde, mais aussi une lucidité remarquable. Pour les forces révolutionnaires du monde entier, une analyse concrète est indispensable pour déjouer la désinformation, comprendre le rapport de forces objectif et définir une voie à suivre.

## Les conditions objectives de l'intervention militaire états-unienne

Suite à cette opération, on a beaucoup parlé des capacités militaires inégalées de l'empire états-unien. On peut aussi commencer par comprendre les rapports de force politiques. À y regarder de plus près, le fait que l'administration Trump ait dû mener une opération de cette manière témoigne également des faiblesses politiques de l'impérialisme – au Venezuela, sur la scène internationale et même aux États-Unis.

La décision du régime Trump d'entreprendre cette opération, plutôt qu'une invasion à grande échelle, témoigne de la force de la résistance populaire organisée. Deux facteurs principaux ont limité les options des États-Unis :

1. **Mobilisation de masse au Venezuela:** L'appel du président Maduro à une mobilisation citoyenne massive pour [étendre les milices bolivariennes](#) a permis à huit millions de citoyen(ne)s de s'armer. Conjugée à l'armée professionnelle vénézuélienne, qui n'a pas flanché, et à la forte impulsion donnée aux autogouvernements communaux, territoire par territoire, cette situation a créé un scénario où toute invasion terrestre déclencherait une guerre populaire prolongée, aux conséquences politiques et matérielles inacceptables pour les États-Unis. Le chavisme et la révolution bolivarienne conservent un soutien important et ne cesse de développer un haut degré d'organisation à la base, ce que l'administration Trump a implicitement admis en évoquant la nécessité d'un certain « réalisme ». Elle a reconnu que la droite vénézuélienne ne dispose pas du soutien nécessaire pour diriger le pays.
- **Opposition intérieure états-unienne :** le [rejet généralisé dans l'opinion publique états-unienne de l'intervention militaire](#), couvrant tout le spectre politique, y compris des [secteurs importants](#) de la propre base de Trump, rendaient un déploiement à grande échelle politiquement intenable.

Face à ces obstacles, la Maison Blanche a opté pour une stratégie de décapitation : utiliser sa supériorité technologique et militaire écrasante en espérant pouvoir « trancher la tête » de l'État révolutionnaire tout en évitant un enlèvement. En choisissant une frappe « chirurgicale », impliquant plus de 150 avions et des unités d'élite de la Delta Force, plutôt qu'une guerre pour détruire l'État vénézuélien, elle reconnaît tacitement que le Venezuela est là pour durer. Après deux interventions militaires coûteuses et infructueuses en Irak et en Afghanistan, les États-Unis ont recherché la voie de la moindre résistance, privilégiant les campagnes de bombardements et les enlèvements pouvant servir de « trophées » politiques. Mais derrière le style médiatique et hyper-émotionnel de Trump et le patient travail des médias pour neutraliser par avance l'opinion en faisant de Maduro un « dictateur », derrière les tactiques militaires hyper-agressives qui rappellent les époques passées de la « diplomatie de la canonnière » en Amérique latine, se cache également une réticence à aller jusqu'à une guerre de changement de régime. C'est un retour à un impérialisme mafieux du XIX<sup>e</sup> siècle, forçant des concessions sous la menace des armes ; c'est ce que Trump entend réellement lorsqu'il parle de « diriger » le Venezuela.

## L'asymétrie du pouvoir et la question de la « trahison »

Bien que les masses, le parti et l'État vénézuéliens fussent prêts à contrer une invasion états-unienne de grande ampleur par une guerre de résistance populaire de territoire en territoire, aucun pays au monde n'a actuellement la préparation ni les capacités nécessaires pour empêcher la force écrasante et brutale d'une opération spéciale états-unienne telle que celle menée. Aucune nation, aussi justifiée moralement soit-elle, mobilisée populairement ou militairement

capable soit-elle, ne peut actuellement rivaliser avec la force létale concentrée et de haute technologie de la machine de guerre états-unienne. Le bombardement massif coordonné, la mise hors service des communications, de l'électricité et des défenses antiaériennes, suivis du raid contre la résidence sécurisée du président Maduro, constituaient une application de cette puissance asymétrique. La résistance héroïque du dispositif de sécurité, composé de forces vénézuéliennes et d'internationalistes cubains, qui a entraîné la mort de 50 soldats au combat, confirme qu'il s'agissait d'un acte de guerre, et non d'une « reddition », malgré toutes les affirmations antérieures.

Cela réfute clairement l'idée que la multipolarité puisse, à l'heure actuelle, servir de mécanisme de protection de la souveraineté des États du Sud. Les États-Unis, avec le plus important budget militaire au monde, le réseau de bases militaires le plus étendu et une supériorité technologique, ont réaffirmé leur hégémonie unipolaire dans le domaine de la puissance militaire.

L'opération de guerre psychologique qui a suivi a cherché à semer la discorde en accusant la direction révolutionnaire de « trahison » ou de « félonie », visant particulièrement la vice-présidente Delcy Rodríguez. Ce récit est dénué de tout fondement, semble totalement faux et constitue une tactique classique de la stratégie militaire et des opérations psychologiques états-uniennes..

L'engagement révolutionnaire de la famille Rodríguez est profondément ancré dans la lutte. Leur père, Jorge Antonio Rodríguez, dirigeant de la Ligue socialiste, organisation marxiste-léniniste, fut torturé et assassiné par le régime de Punto Fijo en 1976. Delcy et son frère Jorge (président de l'Assemblée nationale) sont tous deux issus de cette tradition de lutte clandestine et de masse pour le socialisme. Le président Maduro lui-même fut un cadre de cette même organisation. Affirmer qu'il y a eu trahison de leur part ou capitulation par lâcheté ou opportunisme, c'est ignorer quatre décennies de formation politique commune, de persécution et de leadership sous l'agression impérialiste implacable, ainsi que le caractère de classe de leur direction révolutionnaire.





## La capacité de résistance de l'État bolivarien et la tactique du repli

Dans l'immédiat après-coup, l'État vénézuélien a démontré sa solidité et sa stabilité. Contrairement à des décennies de propagande états-unienne annonçant son effondrement, la chaîne de commandement politique et constitutionnelle est restée intacte. La vice-présidente Delcy Rodríguez, aux côtés de Diosdado Cabello (ministre de l'Intérieur), Vladimir Padrino (ministre de la Défense) et des principaux dirigeants du PSUV (principal parti chaviste) et des forces armées, s'est efforcée de stabiliser les institutions, de reconquérir l'espace public en appelant la population à se mobiliser pour protester et exiger le retour du président Maduro. Alors que Trump affirmait initialement que les États-Unis « dirigeraient le pays », Marco Rubio a été contraint de revenir sur ses propos. La continuité de fait de la direction du PSUV a imposé ce recul rhétorique. Delcy Rodríguez, assurant l'intérim, a contrecarré le discours états-unien : « *Il n'y a qu'un seul président dans ce pays, et son nom est Nicolás Maduro Moros... nous ne serons plus jamais la colonie d'aucun empire.* » Dans sa retraite précipitée, Rubio est allé jusqu'à discréditer publiquement la figure d'opposition qu'ils avaient eux-mêmes choisie, l'oligarque d'extrême droite María Corina Machado, reconnaissant ainsi de facto l'État bolivarien comme la seule entité gouvernementale.

Les déclarations ultérieures de Caracas, appelant au dialogue et à des négociations avec les États-Unis, qui ne font que reprendre les appels répétés de Maduro dans ce sens, doivent donc être interprétées non comme une capitulation, mais comme un repli sous la contrainte. La situation objective est critique. La montée de la droite en Argentine, au Paraguay, en Équateur, au Salvador, au Pérou et en Bolivie, ainsi que les hésitations des gouvernements progressistes au Brésil, en Colombie et au Mexique, isolent politiquement le Venezuela en Amérique latine. Le soutien matériel et politique apporté par les gouvernements alliés de Russie et de Chine est manifestement insuffisant pour dissuader l'impérialisme états-unien de toute nouvelle agression. Le blocus naval persistant et la menace existentielle avérée que représente une nouvelle intervention militaire états-unienne demeurent les principaux défis.

Dans sa première déclaration, le 3 janvier, Trump a laissé entendre que Delcy Rodriguez s'était déclarée prête à coopérer avec les États-Unis et à satisfaire leurs exigences. Certains à gauche l'ont aussitôt cru, y voyant un signe de capitulation de sa part. Sa conférence de presse, le même jour, a brisé ce mensonge : Delcy a réaffirmé la souveraineté du Venezuela et ses propres revendications auprès des États-Unis, notamment la libération immédiate du président Maduro et de son épouse. Le lendemain, après avoir présidé une réunion des dirigeants du parti et des ministres du gouvernement – au cours de laquelle l'unité du parti, du peuple et de l'armée a été réaffirmée – Delcy a publié un message à l'attention du monde entier, clairement adressé à Trump et au gouvernement états-unien. Elle a appelé ce dernier à œuvrer de concert avec le Venezuela pour la paix et le développement, dans le respect de la souveraineté et de l'égalité. Il ne faut pas interpréter cela comme une trahison ou une capitulation. En réalité, cette déclaration fait écho à toutes les déclarations faites par Maduro au cours des trois derniers mois et tout au long des années de tensions avec les États-Unis. Maduro lui-même a toujours plaidé pour la diplomatie et la négociation afin d'éviter une guerre totale, et avait déjà proposé de négocier des accords économiques globaux avec les États-Unis concernant les ressources pétrolières et minières du Venezuela. Si l'État vénézuélien signait de tels accords à l'avenir – maintenant que Maduro est enlevé – cela ne constituerait pas une trahison.

En 1918, Lénine et les bolcheviks signèrent le traité de Brest-Litovsk, cédant de vastes territoires à l'Allemagne impérialiste afin de sauver la jeune République soviétique de l'anéantissement. Accusé de trahison par les communistes de gauche de son parti, il compara ce compromis à celui de donner son portefeuille à un bandit armé en échange de sa vie. Cette concession entraîna la rupture de l'alliance avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui l'accusèrent de trahison. Ces derniers engagèrent la lutte armée contre le gouvernement bolchevique, allant jusqu'à tenter d'assassiner Lénine, qualifié de « traître à la révolution », et le laissèrent grièvement blessé en septembre 1918. Deux mois plus tard, l'Allemagne capitulait et la République soviétique recouvrait l'intégralité des territoires perdus à Brest-Litovsk.

Aujourd'hui, le Venezuela se trouve confronté à une situation comparable à celle de Brest-Litovsk. Isolé par des gouvernements régionaux de droite et soumis à un blocus quasi total, le noyau révolutionnaire privilégie la survie de l'État comme base arrière pour la lutte future. Dans ce contexte, la priorité du PSUV et du gouvernement vénézuélien est la préservation du pouvoir d'État révolutionnaire. Comme le disait le regretté Commandant Hugo Chávez après l'échec de son insurrection de 1992 : « *Il faut reculer aujourd'hui pour avancer demain.* » Cela pourrait-il impliquer des négociations ouvertes avec le gouvernement états-unien afin de permettre aux entreprises américaines d'accroître leur part et leur accès à la production pétrolière vénézuélienne ? Dans des conditions très avantageuses pour les États-Unis, ainsi que d'autres concessions économiques temporaires, pour garantir un espace politique et éviter une annihilation totale ? L'avenir le dira mais l'objectif est de maintenir le Venezuela et Cuba comme bases arrière indispensables au socialisme et à l'anti-impérialisme, dans un contexte de repli des forces socialistes dans les pays du Sud.

Quand Trump [revendique la victoire – et déclare « nous sommes aux commandes »](#), il le fait surtout pour des raisons de politique intérieure. Incapable d'opérer un véritable changement de régime, il est contraint de déclarer mensongèrement que « le régime a changé ». Le *New York Times* et d'autres médias détenus par de grandes groupes privés publient des titres et des articles



trompeurs qui confortent l'idée que Trump aurait « choisi » Delcy Rodriguez, la jugeant « docile ». En 2026, nul ne devrait continuer à croire aux médias du Capital.

La révolution a subi un coup dur, mais son pouvoir d'État demeure. Bien que la période à venir mette à l'épreuve sa cohésion et sa créativité stratégique, elle a toujours fait preuve d'une remarquable capacité à gérer et à surmonter les crises majeures. Notre rôle, depuis les États-Unis, est de continuer à renforcer l'opposition intérieure aux projets de l'Empire, de contrer les campagnes de désinformation et de contribuer à modifier le rapport de forces afin que les révolutionnaires du Sud global puissent tracer leur propre voie, libres de toute menace et coercition. La révolution n'est pas une personne ; c'est un processus social et un phénomène de masse. Le président Maduro est emprisonné à New York, mais le projet bolivarien demeure présent dans les rues de Caracas et au palais présidentiel de Miraflores.



*Photos : mobilisations populaires chavistes à Caracas, le 5 janvier. @Nathan Ramirez*







**L'auteur :** [\*\*Manolo De Los Santos\*\*](#) est directeur exécutif de People's Forum (NYC) et chercheur à l'[\*\*Institut Tricontinental de Recherche Sociale\*\*](#). Ses articles paraissent régulièrement dans *Monthly Review*, *Peoples Dispatch*, *CounterPunch*, *La Jornada* et d'autres médias progressistes. Il a codirigé, plus récemment, *Viviremos : Venezuela vs. Hybrid War* (LeftWord, 2020), *Comrade of the Revolution : Selected Speeches of Fidel Castro* (LeftWord, 2021) et *Our Own Path to Socialism : Selected Speeches of Hugo Chávez* (LeftWord, 2023).

**Source :** <https://peoplesdispatch.org/2026/01/05/venezuelas-revolution-still-stands-debunking-trumps-psyop/>

**Traduction :** Thierry Deronne, [\*\*Venezuelainfos\*\*](#)

**URL de cet article :** <https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/01/06/la-revolution-venezuelienne-est-toujours-debout-demystifier-loperation-psychologique-de-trump/>

---

**En savoir plus sur**